

**CONSEIL COMMUNAL
GEMEENTERAAD**

**Séance publique du lundi 25 septembre 2023 à 18h00 au CCM
Openbare zitting van maandag 25 september 2023 om 18u00 in het GCM**

**Intruduction d'un point en urgence.
Indienen van een punt in dringendheid.**

Mme la Présidente :

J'ouvre la séance publique et je donne la parole à Monsieur De Block.

M. De Block :

Je ne vois aucunement l'urgence c'est-à-dire une situation grave qui va être causée si on ne vote pas ce point en urgence. On parle de 6.000,00€ ou 7.000,00€, en parlant, en plus d'un choix relativement lourd de sens, d'envoyer un huissier qui va, à mon avis, coûter beaucoup plus que les 100,00€ qui sont signalés. Souvent, c'est avec les frais et tout. Ça va probablement doubler ou tripler la facture des gens pour des faits scolaire. Il y a des communes qui le font différemment, juste pour expliquer que je trouve qu'il n'y a aucune urgence et en plus, sur le fond, je trouve un problème.

Mme la Présidente :

Merci d'accord. Je donne la parole à monsieur El Khannouss et puis, je me tournerai vers la secrétaire communale faisant fonction pour pouvoir comprendre pourquoi la receveur souhaite que ça passe ce soir, puisque je pense qu'elle a demandé qu'on le passe ce soir. Il doit y avoir une raison pour cela.

Monsieur El Khannouss je vous donne la parole.

M. El Khannouss :

Madame la présidente, je rejoins mon collègue Dirk De Block, évidemment, sur la nécessité de l'urgence. Ici, chers collègues, il s'agit de donner son accord pour envoyer des huissiers chez des citoyens molenbeekoïses qui ont omis ou qui n'ont pas les moyens de payer une garderie scolaire, cette fameuse garderie pour laquelle on a tant vanté la gratuité. Aujourd'hui, la majorité PS veut envoyer des huissiers pour récupérer des petites sommes auprès de nos concitoyens qui ont probablement des difficultés pour payer. Moi, je demande au collège de retirer ce point, de ne pas mettre ce point en urgence, de faire en sorte, avec le CPAS, éventuellement avec nos services sociaux, d'approcher ces familles et d'essayer de trouver des solutions alternatives, que d'envoyer des huissiers qui vont faire que les montants réclamés, vont exploser, vont exploser, de quelqu'un qui doit 100,00 € va devoir payer 280,00 € voire plus, à cause des frais d'huissier,

Mme la Présidente :

Monsieur El Khannouss, là vous entrez dans le débat, j'entends ce que vous dites mais que vous êtes dans le débat et que vous ne voulez pas faire le débat, ça, ça ne se fait pas, parce que sinon on aura, vous voyez, deux fois le débat. Merci.

M. El Khannouss :

J'explique simplement pourquoi il ne faut pas mettre ce point en urgence. Et donc je vous demande madame la Bourgmestre, vous qui présidez ce conseil communal, de ne pas mettre ce point en urgence, qui va pénaliser les molenbeekoïsis.

Mme la Présidente :

Je vous entends et j'attends l'avis de l'administration. Ce n'est pas moi , qui souhaite que ce point soit mis en urgence, c'est bien la receveuse.

Je donne la parole à monsieur Ben Salah.

M. Ben Salah :

Très brièvement, c'est également pour me joindre à mes collègues ici présents de l'opposition. Un point en urgence ça a une justification claire et précise. Là, en l'occurrence, il s'agit réellement d'un point qui nécessite pas du tout l'urgence. Par conséquent, franchement, je m'interroge et j'attends réellement les réponses de l'administration par rapport à ça. Je vous remercie.

Mme la Présidente :

Bien, on est en train justement de joindre la receveuse pour comprendre quel est le degré d'urgence et on va attendre que madame Vandeput ait pu avoir la confirmation de l'urgence.

Madame Vandeput, est ce que vous pouvez prendre la parole pour expliquer de quoi il s'agit ?

Mme Vandeput, Secrétaire faisant-fonction :

La raison de l'urgence qui est demandé, c'est que les points risquent d'être soumis à la prescription et on risque de perdre la récupération de toutes les créances qui sont au-dessus de 100 €. C'est pour ça que c'est mis en urgence.

Mme la Présidente :

Merci beaucoup. Ecoutez, après ce que vous dites là, je propose qu'on ait un tableau de vote et qu'on décide si on veut aller vers l'urgence ou pas. Personnellement, je recommanderai qu'on suive évidemment l'administration et par la suite, nous aurons le débat, puisque ce point sera inscrit alors du jour, et nous pourrons faire un véritable débat sur ce point.

M. De Block :

Est-ce que cela veut dire que tous les gens, c'est quoi la prescription? C'est cinq années ? Tous les gens ici ont dépassé le délai de cinq années.

Mme la Présidente :

Mais, monsieur De Block, vous voyez la difficulté dans laquelle nous sommes. Malheureusement, la receveuse n'est pas ici aujourd'hui et l'échevin des finances s'est absenté pour maladie. Ici, nous avons la réponse qui est: qu'il y aurait prescription. Je ne pense pas que nous aurons les moyens de vous donner une réponse techniquement plus

approfondie. Écoutez, je pense que tout le monde a compris. Pourquoi est-ce qu'on va voter? On va voter sur l'avis de l'administration parce que si on ne le fait pas, effectivement, on n'a plus le droit de délibérer et de discuter. On s'enlève une possibilité de faire quoi que ce soit dans ce dossier. Je propose effectivement qu'on écoute l'administration et qu'on puisse délibérer de ce dossier. Le vote, s'il vous plaît.

Oui, démarrez l'inscription au vote, s'il vous plaît, pour vous inscrire au vote, vous appuyez sur le petit bonhomme pour l'inscription en urgence, c'est le bouton plus, le vert, contre, c'est le moins, c'est le rouge et abstention, c'est la croix, c'est le jaune.

On a 19 pour et 7 contre. En l'occurrence nous inscrivons le point à l'ordre du jour.

1. Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative aux problèmes de drogue dans le quartier Léopold-Ribaucourt.

Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende drugsproblemen in de wijk Léopold-Ribaucourt.

Mme la Présidente :

Maintenant l'ordre du jour appelle l'interpellation des citoyens. Nous avons des citoyens qui viennent du quartier un tout petit peu plus loin ici, pour nous parler de la station de métro Ribaucourt.

Je donne la parole à l'interpellant citoyen.

Interpellants citoyen :

Oui, bonsoir tout le monde. Goeie avond iedereen.

On va le faire en bilingue, en néerlandais et en français.

Geachte Burgemeester en Schepenen,

We schrijven U met grote bezorgdheid over de grote drugsproblematiek in de wijk Ribaucourt. Het is ons opgevallen dat de situatie de afgelopen tijd alsmaar verslechtert met een toename van het aantal dealers en gebruikers met de onveilige en schrijnende omstandigheden die daarmee gepaard gaan.

Nous sommes très inquiets de cette situation, non seulement pour la santé des toxicomanes eux-mêmes, mais aussi pour la sécurité et le bien-être des habitants de Molenbeek, en particulier pour ceux qui travaillent, vivent et étudient dans le quartier de Ribaucourt, et plus particulièrement pour les jeunes. Voici quelques faits récents. A la mi-mai, au bout de l'escalator un homme dont les affaires étaient éparpillées sur le sol et qui tenait à peine sur ses jambes, s'injectait de l'héroïne dans l'aîne. Son pantalon était à moitié baissé et il se tenait debout, le ventre tourné vers les rails à la vue de toutes et de tous. Sur le quai opposé, un autre homme se tenait debout, une jambe de pantalon retroussé, une plaie à vif sur une partie visible de sa jambe. Il s'est assis sur l'un des sièges et c'est également injecté des substances dans la jambe. Sur les marches, comme à l'habitude un groupe de personnes se droguait également. Quelques jours auparavant, un voisin avait dû demander à deux usagers de s'écartier pour pouvoir entrer dans sa maison. L'entrée a dû être nettoyée car elle était complètement souillée.

's Avonds, ook nog zeer recentelijk, ziet men tussen Ribaucourt en Saintelette verschillende drugsgebruikers die zich inspuiten, of crack roken met de nodige overlast en drama. Dagelijks wordt het metrostation bevuild met uitwerpselen, naalden, bloed, rommel.

Wij zien deze groep mensen aftakelen. Donc ça devient de plus en plus et ils se dégradent visiblement.

Dealers - om niet op heterdaad betrapt te kunnen worden - verstoppen hun verkoopwaar in de plantsoenen van onze straat, bij de brandblusapparaten. Dagelijks wordt de schoolgaande jeugd geconfronteerd met het beangstigende beeld van deze gebruikers, bovendien ademen deze kinderen de toxische stoffen in van de crack die in de metro wordt gerookt.

La situation est vraiment hors de contrôle et, malheureusement, on ne voit guère d'action sur le terrain. Apparemment, on peut parler ici d'une politique de tolérance qui entraîne elle-même d'autres problèmes: conduites agressives, dépôts d'ordures etc. nous ne pouvons pas attendre l'ouverture des transits au parc Béco pour qu'une solution structurelle soit mise en place pour ces personnes et pour notre quartier.

Als burgers hopen wij op een menswaardige oplossing, à des solutions humaines, en een veilige en propere buurt - zonder het probleem evenwel te verplaatsen naar andere buurten. We hopen dat u deze kwestie serieus neemt en dat u dringend actie onderneemt om de situatie in de buurt van Ribaucourt te verbeteren en dat u hierover actief communiceert.

Entre-temps, on peut aussi dire qu'on a remarqué effectivement plus de présence policière en surface, mais aussi dans la station, avec parfois des chiens. C'est fort apprécié, c'est bien noté. Mais on note quand même que le problème est présent et que, de temps en temps, quand ils sont là, les gens se déplacent ailleurs donc en dessous des bâtiments, par exemple de la fédération Wallonie ou de l'autre côté de la rue.

On voudrait vous poser quelques questions.

Nous aimerions savoir quelle mesure vous allez encore mettre en place pour, complémentaiement remédier à cette situation. On pense notamment à cette présence policière dont Dimitri parle. On pense aussi à des solutions plus humanitaire pour aider les toxicomanes. Et puis, un troisième point qui, nous, en tant que citoyen, pose la question, c'est la qualité complète, totale, des espaces publics, son aménagement, gestion et quelles sont vos solutions vis-à-vis ces trois éléments? Et, bien sûr, on vous demande aussi de nous tenir informer des actions que vous allez entreprendre par la suite, à court-terme, à mi long terme et à long terme. Merci beaucoup pour cette interpellation.

Mme la Présidente :

Merci beaucoup. Merci. Les chefs de groupe disposent chacun de trois minutes pour argumenter.

Je donne la parole à monsieur El Khannouss.

M. El Khannouss :

Merci, madame la présidente, je tiens d'abord à remercier les deux interpellants qui ont rappelé la douloureuse réalité du quartier de Ribaucourt. Cette réalité, chers collègues, mesdames, messieurs, nous la connaissons depuis plusieurs décennies. Ce serait malhonnête de notre part de dire que c'est un phénomène qui est né avec cette majorité et donc ici il n'est pas question de faire de la récupération politique mais de s'interroger sur les moyens qui sont mis en œuvre. Evidemment, au niveau local, c'est important d'avoir un dispositif, comme vous l'avez dit, qui intervient sur le répressif, parce qu'il faut trouver ce juste-milieu entre le répressif et le préventif et le curatif, c'est-à-dire qu'est-ce qu'on met en place, avec nos associations, avec le monde médical, pour pouvoir accompagner ces personnes qui

sont les victimes de tous ces réseaux mafieux qui vendent leurs drogues dans nos quartiers. Mais il y a aussi la responsabilité, évidemment, de la région, mais surtout du fédéral, au niveau du répressif, parce que, pour pouvoir faire un travail efficace, il faut tarir la source et la source sont les réseaux mafieux qui alimentent ces quartiers.

Maintenant, il faut reconnaître qu'au niveau de la commune de Molenbeek, il existait jadis un dispositif très importants de prévention, avec différentes associations publiques et privées qui intervenait sur le terrain qui, malheureusement, depuis quatre, cinq ans, voire six n'ont plus cette capacité, soit parce qu'ils n'ont pas suffisamment de personnel, soit puisqu'ils n'ont plus suffisamment de moyens pour venir accompagner ces toxicomanes qui ont une présence, appelons un chat un chat, qui est nuisible par rapport au quartier. Et donc oui, il y a une responsabilité communale, parce qu'il n'y a jamais eu, contrairement à ce qu'on a connu dans le passé, une personne de référence au sein du collège qui allait piloter toutes les politiques de lutte contre les addictions et la toxicomanie. Nous avons une responsable de la police qui, les trois premières années, a demandé à sa police de lever le pied par rapport au bas de Molenbeek. Je vous l'ai déjà dit, madame Moureaux, vous avez nié, vous savez très bien que c'est une triste réalité. Ça veut dire que rattraper ce laxisme qui a été permis pendant trois ans, le rattraper brutalement, ça veut dire augmenter la répression. Je ne pense pas que ça soit la solution. Si nous devons faire reculer ce fléau, à Molenbeek comme dans d'autres quartiers de la région bruxelloise, il faut que les autorités des communes concernées de la région et les pouvoirs, le pouvoir fédéral, qui a le pouvoir sur la police fédérale, ainsi que la justice, évidemment, puisse se mettre autour de la table et mettre des moyens financiers, peut-être changer de doctrine aussi par rapport à la prise en charge des toxicomanes, les toxicomanes aujourd'hui, pour qu'ils puissent être soignés, il faut que ça se fasse sur une base volontaire. Malheureusement, cette volonté, ils ne l'ont plus. Donc, il faut réfléchir à des moyens, je dirais plus coercitif, pour les prendre par la main, les accompagner dans des centres où ils vont se faire soigner, qui le souhaitent ou pas.

Moi, je crois que c'est indispensable. Certains pays ont mis ça en place. Voilà mon point de vue par rapport à cette question, et je vous remercie en tout cas pour votre interpellation.

Mme la Présidente :

Je donne la parole à monsieur Sumlu.

M. Sumlu :

Merci, madame la Bourgmestre. Quand j'ai lu votre interpellation et la phrase qui m'a vraiment le plus marqué, et vous dites: vous exigez évidemment plusieurs choses, vous poser plusieurs questions, vous dites surtout: il faut trouver une solution humaine. Vous dites: il ne faut pas forcément, évidemment, trouver des solutions dans le quartier Ribaucourt, parce que par une moyenne de répression, par exemple, parce que si on fait que ça, parce que ça va aller aussi dans d'autres quartiers, ce problème, Quand on regarde dans l'ensemble des situations, Ribaucourt, c'est un des quartiers où il y a des soucis au niveau de Bruxelles. On regarde un peu dans les médias, on voit très bien que d'autres problèmes existent autant dans certains quartiers d'Anderlecht, dans certains quartiers autour de gare du midi, dans d'autres quartiers, ce n'est pas une situation isolée. Évidemment, à Molenbeek, il n'y a pas que Ribaucourt. Dans d'autres quartiers il y a aussi des problèmes liés à la drogue. Mais, comme disait mon collègue, Ribaucourt est connu depuis longtemps pour ces mêmes problèmes. Dans l'ancienne législature, c'était aussi, c'était une autre majorité, mais ils étaient en train d'essayer de trouver des solutions, et c'est parfois compliqué autour de Ribaucourt. Mais ça ne veut pas dire que vous n'avez pas le droit de vouloir vivre dans un quartier propre. Ça ne veut pas dire que vous n'avez pas le droit de vivre dans un quartier où vos enfants, quand ils sortent de chez eux, ils doivent tomber forcément sur des seringues, ainsi de suite.

Il y a deux manières, peut-être, de trouver des solutions. Il y a une manière plutôt macro, pour trouver des solutions qui se passent évidemment en dehors de la commune. Il faut des partis politiques, il faut des hommes politiques, des femmes politiques qui doivent être progressiste pour pouvoir avancer là-dedans. Mais parmi ces solutions-là, on peut très bien parler le suivi de ces personnes, le suivi médical de ces personnes utilisatrices de ces substances, comme disait aussi encore mon collègue. Il y a des salles de consommation pour pouvoir encadrer ces personnes, pour qu'il y ait moins de risques pour eux, comme vous disiez, des solutions humaines ce qui fait le lien et aussi, un style un peu plus macro on en a parlé aussi des pénalisations du cannabis, parce que je pense que si peut-être on dépénalise, on peut aussi, peut-être avoir les moyens de pouvoir mieux travailler sur les drogues, beaucoup plus dur. Peut-être que c'est une des solutions.

Par contre, au niveau micro, mais au niveau de Ribaucourt, ça dure depuis longtemps et là aussi, on va écouter un peu la réponse du collègue, parce qu'il y a question de propreté. Question sécurité, vous avez déjà dit, évidemment, il y a certaines solutions, actuellement, ponctuellement. Mais évidemment, la prévention, c'est hyper important, et aussi question propreté. Mais j'ai aussi envie d'entendre le collègue à court et moyen terme, ce qui pourront vous proposer. Merci.

Mme la Présidente :

Merci.

Je donne la parole à monsieur De Block.

M. De Block :

Merci pour l'interpellation courage à vous! Vraiment. J'habite le même quartier et des interpellations, on en a déjà fait. J'ai juste googeler un peu 2018, 2017, après demande d'intervention des équipes préventives, demande d'une section réunie, demande prévention scolaire sur la drogue. J'ai l'impression que, malheureusement, cette problématique n'est pas une telle priorité à la commune pour garantir que les mesures que de temps en temps elles augmentent, c'est-à-dire une certaine présence. En 2018, c'était encore la négociation avec la STIB pour donner l'autorisation aux gardiens de la paix de se balader et rentrer dans la station de métro. J'espère que c'est réglé. il n'y avait pas une équipe STIB, à la STIB, qui était spécialisé pour cette problématique, c'était que la police ou l'Equipe sécurité qui était là, parce que je pense que ce qui est clair, c'est que j'ai encore fait, je pense que tout le monde fait les constats si tu habites depuis quelques temps dans le quartier que les héroïnomanes, c'était malheureusement quelque part un vivre-ensemble qui s'était instauré. Et maintenant, le crack change et bouscule tout.

Moi personnellement, évidemment, comme vous dites, tu amènes ton gamin à l'école ce n'est vraiment pas agréable, tu traverses les escaliers, tu as les fumées, mais je ne me suis personnellement jamais senti en danger. Il y a des disputes, mais c'est plutôt entre eux, mais avec le crack, ça change. Je trouve que les gens sont beaucoup plus agressifs. Par exemple, avant, je n'avais jamais des gens devant ma porte. Ça arrive de plus en plus, et je pense qu'on a besoin d'une politique qui soigne et qui est préventive, et qui est sur les personnes mêmes. Malheureusement, ce n'est pas que Molenbeek seule qui va pouvoir le faire. Je pense qu'on peut répertorier, peut-être 200 personnes qui circulent, je pense que je suis gentil, mais qui utilisent cet axe de métro.

À l'époque à la demande des habitants qui demandaient de faire quelque chose, à un moment donné, on a fait ok, crackdown, excusez-moi du jeu de mot. La conséquence est que la drogue, c'est juste déplacé rue de Ribaucourt, rue Piers, est allé à Etangs Noirs, Comte de

Flandre. Si on n'a pas une politique et durable et ciblé, qui garantit que pour les gens qui utilisent le métro et une présence, et je ne demande pas de présence armée, tout le bazar, juste une présence humaine.

J'ai proposé déjà maintes fois: juste quelqu'un qui fait le guichet, quelqu'un qui peut sortir de son guichet, mais que tu n'es pas seul dans ce truc là, ça peut déjà aider beaucoup. Au moins, il y a des gens qui regardent à tout moment ce qui se passe et puis peuvent intervenir rapidement, parce que sinon, on remet la balle sur les usagers tout le temps, tout le temps à réagir à ça, un problème. Je suis très curieux d'entendre avec vous les réponses.

Mme la Présidente :

Merci monsieur De Block.

Je donne la parole à monsieur Ben Salah.

M. Ben Salah :

Merci madame la présidente, je ne vais pas répéter ce que mes collègues ont déjà dit. Néanmoins, j'ai fait partie de ceux qui ont travaillé dans le service de prévention de cette commune. Je fais partie de ceux, au sein de ce conseil et qui a à, de nombreuses reprises, interpellé le collègue par rapport à ce problème, que ce soit ici, au conseil, au sein ou via les médias. Et là, en l'occurrence moi, j'ai des petites questions posées au collègue.

Dans un premier temps, je sais qu'on a un représentant dans le conseil d'administration de transit. Je voudrais bien savoir ce qui a été fait, si la personne est bien assidue concernant la tâche qu'on lui a conférée, s'il est bien présent ou pas. Ça, c'est la première question concrète, si je puis dire. La deuxième, nous avons fait une proposition il y a déjà plus d'une année, concernant la possibilité de pouvoir, nous le savons, la situation des finances de notre commune, de la région et du fédéral, chacun se rejette là-bas et, en même temps, c'est le citoyen qui paye toujours les pots cassés naturellement et, malheureusement, fait que la situation financière, est compliquée dans la mesure où des choix politiques nous ont mené à cette situation. Et, en l'occurrence la proposition qui avait été faite, c'était d'avoir une sorte de commissariat mobile pour pouvoir se déplacer avec la criminalité et là, en l'occurrence je le sais, ce phénomène, entre guillemets, se déplace à partir du moment où on met une présence accrue de personnes en uniforme dans ces zones-là, effectivement, comme mon collègue l'a dit si bien, ce problème s'est retrouvé aux Etangs Noirs et un peu partout.

Aujourd'hui, pour ma part, la proposition, elle, est encore d'actualité, celle de veiller à faire en sorte de suivre tous ces dealer, d'une certaine manière, parce qu'il ne faut pas se tromper de combat. Le gros souci n'est pas celui qui consomme, mais c'est celui qui vend, entre guillemets, cette drogue, ces vendeurs de mort et, par conséquent, je re soumetts entre guillemets, ma proposition qui vise à faire en sorte de pouvoir établir une présence pérenne à travers des commissariats mobiles au sein de la commune. Cela ne coûterait pas grand-chose. Ce serait un one shot qui nous permettra, entre guillemets, de travailler sur cette problématique en particulier et faire en sorte qu'il y ait un suivi. Il serait intéressant qu'on ait un cahier, on va dire avec une ligne bien claire, du temps pour savoir ce qu' a fait et ce que va faire dans les prochains mois, je l'espère dans les prochaines semaines, la majorité actuelle? Je vous remercie.

Mme la Présidente :

Ik geef het woord aan de Heer Bijmens.

Dhr. Bijmens:

Ik heb ook in de wijk Ribaucourt gewoond. Dat is al tien jaar geleden. Het was toen ook al slecht en het is er niet op vooruit gegaan. Ik woon nu aan Osseghem en ook daar zien we crack niet in dezelfde maten zoals bij Ribaucourt maar het is ook al meer dan een jaar dat er dingen gebeuren. We zijn bijvoorbeeld bezig in ons gebouw met een nachtslot te installeren omdat er geregeld mensen crack komen roken of daar gewoon komen slapen, voor de deur liggen. Ze zijn ook vrij agressief er is al verschillende keren politie bij geroepen. We hebben ook in ons gebouw een bpost kantoor met een self service zone die 's nachts open was. We hebben met de mede eigendom bpost verplicht dat te sluiten 's nachts en in het week-end want dat trok volk aan dat daar kwam roken, slapen, vechtpartijen, enz. Ik denk dat er niet alleen in Ribaucourt een aanpak nodig is. Er is een langdurige aanpak nodig in heel Molenbeek en daarbuiten ook dus samen met de buurgemeentes, het gewest, hulporganisaties moet er een langdurige aanpak zijn van de problematiek van crack want anders verplaatst het probleem zich. Ook de dealers moeten aangepakt worden. Het is gekend dat bij Beekkant, Zwarte Vijvers, Bonnevie park dat zijn zo de plaatsen waar de dealers rondhangen. Daar moet ook iets aan gebeuren. De burgemeester heeft al een aantal keren een samenscholingsverbod aan Beekkant uitgesproken maar dan zie ik vanuit mijn raam aan Osseghem dat die dealers gewoon daar komen staan en daar hun business verderzetten. Dus met samenscholingsverboden op sommige plaatsen gaan we er niet geraken. Het gaat een algemene aanpak over het hele grondgebied moeten zijn in samenwerking met verschillende partners om voor die problematiek een halte te roepen, voor die mensen een oplossing te zoeken en vooral voor het veiligheidsgevoel onder de burger. Dank U.

Mme La Présidente:

Je donne la parole à monsieur Boufraquech.

M. Boufraquech :

Merci, madame la présidente, merci, monsieur, madame, pour votre interpellation et à travers vous, j'aimerais remercier aussi les signataires. Et, en réalité, le problème, il est assez global, et vous êtes relais aussi d'un quartier qui souffre depuis bien longtemps, ça a été dit et rappelé. Je connais bien ce quartier, j'y ai grandi et il y a différents acteurs que nous devons prendre en compte dans ce phénomène. Il y a différents acteurs: la commune, la région, la STIB, mais aussi la police et les habitants, qui peuvent nous apporter aussi des éléments de réponses. Je pense qu'il faut un équilibre entre volet prévention et répression dans ce phénomène. Il y a beaucoup de choses qui ont été apportées durant cette législature, que ce soit par la région ou par la commune. Je rappelle quand même certaines actions, le projet ribaucare qui est un centre social de santé intégrée et qui propose des offres en matière sociale, santé communautaire, de prévention, juridiques et autres. Il y a un centre qui ouvrira dans quelques années. On est là dans une perspective à long-terme, du côté de l'avenue du Port, et vous en parlerez mieux que moi, madame la présidente, pour accompagner justement les toxicomanes. Et puis, il y a aussi une antenne qui va ouvrir en matière de prévention, si je ne me trompe pas, on avait voté ça ici, dans ce quartier là en particulier. Ça, c'est pour le volet prévention.

Au niveau de la répression. C'est vrai qu'on constate depuis quelques semaines la présence accrue de police. Je pense que c'est important. C'est une réponse à court-terme évidemment. Il faut aussi que des policiers de chemins de fer soient présents, ainsi que de la Stib. À titre personnel, chers collègues, moi je suis favorable de la fermeté par rapport au marchand de la drogue. Je parle de la drogue dure, l'héroïne, la cocaïne, et puis la drogue aussi, du zombie qui fait ravage actuellement aux États-Unis et qui risque ou qui est déjà arrivé en Europe. Je ne souhaiterais pas qu'on arrive jusque-là. Et puis, la réponse, elle est aussi macro. Il faut investir massivement dans l'intérieur mais aussi dans la justice, pour pénaliser

justement ces marchands de la drogue. Et puis la problématique du port d'Anvers qui est la plaque tournante de la drogue dans ce pays.

Moi, j'avais noté également la même proposition que mon collègue Ben Salah sur la mise en place d'un commissariat dans ce quartier. C'est vrai qu'on n'a pas de commissariat dans ce quartier, si ce n'est dans le nord du quartier maritime, du côté du boulevard du haut, du boulevard du jubilé. Pourquoi pas un commissariat peut être pas mobile mais immobile dans ce quartier? Il y a un commissariat du côté du canal, qui est proche d'un ancien commissariat à quelques mètres. On pourrait éventuellement relocaliser un commissariat dans ce quartier, qui aura principalement une dimension dissuasive par rapport aux trafiquants de drogue, ainsi qu'au niveau des toxicomanes. Et puis, moi, je fais confiance au collège par rapport aux réponses qui seront apportées. Merci beaucoup pour votre interpellation et j'espère que les réponses qui seront apportées vous satisferont. Merci.

Mme la Présidente :

Merci, monsieur Boufraquech.

Madame Evraud vous remplacez monsieur Milis ?

Mme Evraud :

Oui madame la Bourgmestre.

Mme la Présidente :

Je donne la parole à madame Evraud.

Mme Evraud :

Moi aussi je vais vous remercier pour votre interpellation. Il n'est jamais inutile de revenir sur le sujet, de taper sur le clou. On comprend votre angoisse. Le problème de la drogue, comme on l'a dit, ça touche tout le pays, malheureusement, et on en avait parlé quand on était à Move, parce que Move essaye, avec ces moyens, d'aider des toxicomanes aussi. J'avais d'ailleurs proposé un contact avec une association Suisse en Suisse romande, qui avait fait des résultats extraordinaire. Malheureusement, ça n'a pas pu se faire. Il n'y a pas très longtemps que notre collègue Papadiz faisait la remarque à-propos des métros et des gares, en parlant de l'insécurité qui perturbe les usagers et qui les empêche parfois de prendre les transports en commun. Et là aussi, on se rend bien compte que, et le fédéral, et la région, et la commune, bien sûr, doivent intervenir, et le parquet, parce que, finalement, on se rend bien compte que le parquet lui-même était un peu dépassé c'est le moins qu'on puisse dire. Un autre problème aussi, c'est que, je crois que quelqu'un l'avait dit, les aides sont possibles, mais il faut que la personne, le toxicomane, soit motivé, et ça n'est pas toujours possible. Il faudrait que la famille soit derrière aussi, ce qui n'est pas toujours le cas non plus. Et puis, on voit que les drogues s'aggravent et deviennent de plus en plus agressives et différentes, ce qui pose aussi d'autres problèmes. C'est toute une jeunesse qui est en danger et notre groupe, évidemment, partage vos préoccupations. Oui, on a créé un centre d'accueil à Bruxelles, ville, avec un périmètre de sécurité, mais on se rend compte que, comme c'est un périmètre où on laisse les drogués tranquilles, les dealers se précipitent donc ce n'est pas encore la solution non plus. Et quand on parle des comportements plus agressifs maintenant, on se rend compte, même dans des quartiers qui étaient restés paisible jusqu'à présent ce n'est pas seulement Ribaucourt. Si les dealers ne gagnaient pas tellement d'argent avec ce qu'ils dealent, on aurait peut-être un petit peu plus de poids sur eux. Mais je pense que leur proposer de suivre une formation Bruxelles formation, on a peu de chance. Je vous souhaite en tout cas beaucoup de

courage pour continuer. J'espère qu'on pourra mettre des choses en place et peut être mettre plus de police, et je vous remercie pour votre interpellation.

Mme la Présidente :

Merci à tous. C'est moi qui vais répondre pour le collègue. C'est moi qui ai cette politique de la sécurité comme prérogative au sein du collègue.

Tout d'abord je voudrais quand même vraiment demander aux collègues de ne pas désinformer sur un sujet aussi grave. J'ai encore entendu des choses qui ne sont pas correctes. Je vais m'attacher à les remettre dans le bon sens.

Il y a des choses évidentes que nous savons tous. Pour une bonne politique en la matière, il nous faut du répressif, il nous faut du préventif, il nous faut de la réduction des risques. Il y a une balance à avoir en fonction des phénomènes et il est exact de dire que, alerté depuis le mois de juin par la dérive de plus en plus grande à Ribaucourt, on a fait un pas de plus vers le répressif et je le revendique. Pourquoi? Tout simplement parce que la situation était devenue vraiment extrêmement dangereuse. Je peux le dire, c'est-à-dire que, et je pense que c'est monsieur De Block qui l'a dit tout à l'heure le crack change la donne. Quand on passe d'un phénomène qui est pas du tout agréable, mais qu'il y a de la consommation, avec une forme de contrôle social qui existe, des gens qu'on connaît, dont on a l'habitude avec, oui, des comportements qui ne doivent pas prendre place sur la voie publique, mais qui ne constitue pas un danger, danger pour autrui, quand on passe de ces comportements là à des comportements réellement dangereux, avec l'utilisation parfois d'armes avec des gens qui sont dans un état d'agressivité tout à fait anormale, effectivement, j'ai demandé à ce qu'on puisse avoir une présence policière et de nos gardiens de la paix, beaucoup, beaucoup, beaucoup, beaucoup plus importante que ce que ce n'était le cas auparavant. Je l'ai fait en bonne intelligence avec les services préventifs et les services de réduction des risques. Il ne faut pas penser que ces services ne sont plus actifs. Ces services sont toujours actifs sur le terrain, ils continuent leur activité, mais c'est vrai, la part du répressif est devenue plus grande depuis la mi-juin à Ribaucourt, c'est à remettre dans un cadre plus global. Je remercie ceux qui l'ont fait.

Effectivement, l'Europe est sous le feu aujourd'hui du trafic de stupéfiants d'une manière nouvelle qui n'existait pas. Ça a l'air assez simple à comprendre. Les marchés latino et d'Amérique du nord sont saturés et l'Europe est le nouveau marché de vente pour toute une série de produits. Face à ça, c'est vrai qu'une entité locale se sent for seule et c'est vrai que les stations de métro de Bruxelles sont fort touchées. Et je vais vous parler un petit peu de ce qu'on a fait, de ce que j'ai fait. Je peux vous dire qu'il y a une chose qui m'a fort étonné, c'est qu'il y a certaines solutions qui ne nous sont pas octroyées, parce qu'on ne sait pas les octroyer dans les autres stations qui souffrent aussi. Pour vous dire que la problématique est, dans plusieurs stations, extrêmement difficiles. Et ce qu'on a déjà entendu en réunion avec la Stib, c'est que Botanique souffre, évidemment, la gare du Midi, on en a parlé récemment, mais également la porte de Namur et, bien sûr, l'axe dont a parlé monsieur De Block, Simonis, Ribaucourt, Isère.

Est-ce qu'on est resté inactif? Pas du tout! Là, vraiment, je veux dire que c'est complètement fou d'imaginer ça. Je vais, de manière très brève, évoquer le fait qu'on est pionnier sur la technique de travail avec le parquet dans notre zone et le groupe de travail a pris place à Molenbeek, sous la houlette de ma directrice prévention, sécurité, Sylvie Lahy, pour revoir la manière de travailler avec le parquet. Et désormais, la technique qui a été implantée à Molenbeek, puis dans la zone est également celle qui est revendiquée pour Bruxelles et celle qui est mise à l'étude par Annelies Verlinden pour tout le pays. Est-ce qu'on a été immobile? Non.

En ce qui concerne Ribaucourt plus précisément, est-ce qu'on a été immobile? Non, c'est tout le contraire. Dès l'automne passé, j'ai demandé une grande réunion autour de Ribaucourt, dans laquelle on s'est retrouvé avec des représentants de la Stib, des représentants de la police des chemins de fer, évidemment nous, la commune, avec tous les services de prévention de la commune et, par ailleurs, également la police locale. On a pu partager les constats, on a pu également échanger des idées et j'ai eu des revendications. J'ai eu la revendication que la police des chemins de fer, soit plus présente. J'ai eu la revendication, qui est celle qui est également, je suis, je suis contente de l'entendre revendiquée par un membre de l'opposition de pouvoir avoir de nouveau une aubette à Ribaucourt avec une présence physique. Non pas que la personne qui serait là pourrait tout résoudre, mais la personne qui serait là pourrait exercer une forme de contrôle social qui nous est inaccessible dans l'état de nos forces actuelles et pourrait à tout le moins prévenir en cas, par exemple, de conduite telles que celles que vous avez décrites ou de présence d'armes ce serait quelque chose déjà d'extrêmement utile de pouvoir avoir les quelques minutes ou dizaines de minutes supplémentaires pour pouvoir intervenir et être en temps-réel dans la station. Ça, c'était l'automne passé.

Depuis, il y a beaucoup de choses qui se sont passées. J'ai écrit par deux fois à la ministre et la Stib, j'ai été voir la ministre par rapport à ça et j'ai revendiqué à nouveau le fait de pouvoir avoir une présence physique de la Stib. J'ai revendiqué également plus de passage de la Stib et je vais vous dire que ceci a eu un effet, puisque je vais vous lire les chiffres des six premiers mois de 2022, et ceux de 2023. Vous allez comprendre la différence: en 2022, la Stib a fait 563 passages à Ribaucourt. En 2023, c'est presque le double: 975 passages. Ça veut dire que, aux pics, ils sont passés six fois par jour. Ça, c'est la Stib. Le Spc, je les ai harcelés également et vous pouvez compter sur-moi, vous savez que j'ai un certain talent dans ce domaine. Je les ai harcelés également, au point que c'est devenu un sujet central de notre conseil zonal de sécurité et qu'eux aussi se soient engagés et ont dépêché plus de monde. Mais est-ce que ça suffit? Est-ce qu'on est juste sur-le-champ du répressif? Est-ce que ça suffit?

Vous comprenez que la présence qui est là maintenant, la présence la plus constante, est celle des moyens communaux et zonaux, c'est-à-dire que, le matin, ce sont les gardiens de la paix à partir de onze heures et demie et jusque dans la soirée, ce sont nos policiers. C'est un effort considérable, c'est un effort qui mêle les équipes dédiées aux transports en commun de la zone, les équipes de bikers, la canine, les équipes de la division de Molenbeek-Saint-Jean, ainsi que nos équipes de prévention. De cette manière-là, on a une présence constante de onze heures et demie jusqu'à la tombée de la nuit. Et est-ce que ça donne des résultats? Oui, ça donne des résultats. Qu'est-ce qu'on a observé? On a observé qu'entre douze et trente individus sont sortis chaque jour de la station pour des comportements anormaux. On a observé des arrestations judiciaires. Je n'ai pas le nombre exact. J'ai eu le commissaire au téléphone. Malheureusement, ils ne savaient pas me donner le nombre exact. Mais par exemple, ce week-end, trois arrestations judiciaire, une arrestation administrative, juste dans la station.

On a également, grâce à cela, continué de travailler sur ce qu'on peut faire au niveau structurel et on a demandé à la Stib toute une série de choses. Une étude technique est lancée à la Stib maintenant pour pouvoir envisager soit le déplacement des bornes pour pouvoir avoir un espace délimité par les bornes qui est plus grand, diminuer l'espace disponible qui n'est pas affecté à la circulation, afin de canaliser les flux et d'éviter une certaine présence. Et puis la question de l'aubette qui continue de se poser, qui vit sa vie, mais pour laquelle je vous dis: j'ai une réponse comme quoi ça créerait un précédent et que ce serait très compliqué pour eux d'assumer ça, parce que trop de station le demandent. On voit bien que la problématique est plus large que la nôtre.

Une autre chose que la police dit et qui est assez perturbante, c'est que suite à l'arrestation de plusieurs dealer, eux considèrent qu'il n'y a plus de consommateurs qui

stagnent en attente de leur dose. C'est un effet un petit peu paradoxal que je vous signale pour mention, on verra si ça se retrouve dans les autres rapports. J'ai interrogé aussi la police sur un point spécifique. Vous m'avez transmis l'idée que, peut-être, suite aux interventions de la gare du Midi, il y aurait un rebond à Ribaucourt. Les policiers disent que ce n'est pas ça qui génère le rebond aujourd'hui, que ce qui a généré, certains jours, du rebond dans la station, ce sont les épisodes de pluies intenses et la chute des températures qui font qu'il y a plus de personnes qui se mettent à l'abri dans la station.

En ce qui concerne le déplacement, le déplacement de la gare du midi n'est pas l'hypothèse des policiers. Par contre, effectivement, depuis que nous avons travaillé de cette manière dans Ribaucourt, nous observons des déplacements. Nous avons observé des déplacements à la fédération Wallonie-Bruxelles, avec laquelle nous sommes en contact, avec laquelle nous avons eu plusieurs réunions, nous avons observé des déplacements sur le quai à Saintelette, pour lequel nous avons demandé également des travaux tout à fait spécifiques qui ont été réalisées maintenant, et nous avons observé des déplacements à Comte de Flandre et là, également, nous avons réagi immédiatement et mis fin à la problématique. C'est plus facile dans cette station-là, du fait de la configuration de la station.

Plusieurs d'entre vous ont parlé de la question d'un commissariat supplémentaire et je remercie le chef de groupe socialiste qui a rappelé, à juste titre que nous avons voté dans ce conseil la demande d'un subside nouveau pour l'installation d'une Lisa, une antenne prévention sécurité sur le territoire. Ceci suit son cours et nous aurons un local supplémentaire dédié à la prévention sécurité à Ribaucourt. Est-ce que ce sera un commissariat? Ça, par contre, non, ce ne sera pas un commissariat. Pourquoi? Je vais vous l'expliquer tout simplement parce que mobiliser des policiers qui ne bougent pas, c'est aujourd'hui quelque chose qui n'est pas jugé bon par notre chef de corps. Pourquoi? Des policiers qui ne bougent pas et qui attendent l'information dans un commissariat ça nous fait perdre de la capacité sur le terrain. On a déjà plusieurs commissariats sur le territoire. C'est toute une politique. Et clairement, la tendance aujourd'hui, et c'est le cas dans tout Bruxelles, c'est de créer des Lisa, c'est-à-dire des antennes prévention, sécurité, qui sont de la collaboration entre la commune et la police, mais pas des commissariats où, là, on bloque des forces policières qui sont en trop petit nombre sur tout le territoire, dans des affectations fixe. On vient avec une Lisa, elle sera juste à côté de l'entrée de la station et elle nous aidera grandement.

Pour finir, je veux parler un instant de tout ce qui concerne le médicosocial. Merci également à monsieur Boufraquech d'avoir mentionné l'arrivée de Ribaucourt le travail qui est fait sur le port, avenue du port, avec l'arrivée future d'un grand centre dédié à la lutte contre les assuétudes, avec du logement, avec du médico-social, tous les services y seront représentés. Prévention, sécurité, curatif également et logement, c'est important. Mais d'ici là, nous avons également pris part à un autre projet, qui s'appelle Sublink et qui est généré par la région et qui va viser à amener encore davantage de médico-social dans les stations de métro. Ribaucourt est considéré comme une des stations prioritaires dans ce projet là et nous sommes également contactés par la région dans le cadre du développement peut être plus rapide que celui du grand centre assuétude, de l'avenue du Port, d'une nouvelle salle de consommation à moindre risque, et ça, c'est pour un autre épisode. Je n'ai pas encore les tenants et aboutissants aujourd'hui.

Voilà ce que je voulais vous dire. Nous ne sommes pas immobiles, loin de là. Par contre, c'est vrai, nos hommes font preuve d'un grand dévouement et se sentent parfois un peu seuls. Même si vous voyez que nous faisons les efforts nécessaires et que nous avons du répondant, à la fois de la Stib surtout et de Spc un petit peu.

C'est vous qui avez le dernier mot, avec encore trois minutes d'intervention.

Je donne la parole à l'interpellant citoyen.

L'interpellant citoyen :

Grand merci à vous tous et toutes pour les réponses qui indiquent clairement que ça va dans le bon sens. Soyons clair: sur le terrain, on a déjà noté plus de police, plus de présence. Par contre, on a encore quelques remarques. On parle d'un commissariat où d'une antenne à Ribaucourt. C'est bienvenu. On est positif, on se demande quand et si vous avez déjà plus d'informations là-dessus. Évidemment, on est content d'entendre qu'il y a le centre qui va arriver sur l'avenue du Port. Vous avez mentionné plusieurs personnes, les organismes qui pourraient aider, un aspect qu'on souligne est très important, parce que ça ne sert à rien de faire le répressif si, à la source, il y a un problème. Il faut trouver la cause, pourquoi ces gens arrivent là-bas et que ces organisations, qu'on mentionne, par exemple Ribaucare ou Sublink, pour l'instant jusqu'à maintenant, désolé, mais on ne les voit pas sur le terrain. Ils doivent peut-être encore arrivés, mais on aimerait bien quand même que les gardiens de la paix qui sont présents sur le terrain très souvent, savent quoi faire et aussi guident ces personnes parfois très difficiles, parce qu'ils sont dans un état un peu loin mais qu'on envoie les personnes ou les forment correctement pour trouver ces endroits. Pour l'instant on ne les voit pas. On mentionne des statistiques de la Stib. C'est très bien, mais peut-être, ce sont les statistiques pour montrer qu'il y a plus d'intervention après problème. Ça serait bien aussi qu'ils soient présents aussi dans les heures qui sont moins fréquentés par les services, par exemple la police, on note moins de présence le soir. Effectivement, quand la nuit commence jusqu'à minuit, surtout le week-end, c'est la grande fête, dans tous les sens du mot. On note aussi qu'il y a beaucoup de endroits qui sont connus, par pas que à Ribaucourt, mais aussi dans d'autres quartiers à Molenbeek mais aussi ailleurs dans cette région. On a entendu, mais pas beaucoup, le lien avec l'initiative où on est aussi présent, avec d'autres associations, qui est mené par la région, avec le ministre-président et la ministre de tutelle de la Stib et la ministre de la sécurité-santé. Là, je pense que voir surtout aussi avec eux, ce qui pourrait être fait, parce que déplacer le problème de chez-nous veut dire que le problème va arriver ailleurs, ce n'est pas ce qu'on veut non plus. Et voici nos remarques. Déjà un grand merci pour votre temps.

Mme la Présidente :

Merci beaucoup, un grand merci à vous. Bonne soirée. Merci, merci d'être venu. Alors, on continue. L'ordre du jour appelle la désignation d'un nouveau membre de l'assemblée générale à Molenketjes. Est-ce qu'il y a des questions? On propose simplement de remplacer Jef Van Damme par Saliha Raiss. Ok, est-ce que je peux avoir l'unanimité sur ce point? Merci beaucoup.

L'opposition s'en va ? C'est ça ? Écoutez, c'est assez malheureux, parce que c'est vous qui nous avez mis dans l'embarras de mettre un conseil aujourd'hui à la place de mercredi prochain, qui était l'agenda ordinaire. Bravo, merci, Bravo! C'est un bel exemple de responsabilité de l'opposition. Merci beaucoup.

Combien sommes-nous, madame la Secrétaire?

Mme la Secrétaire f.f. :

On est 22.

Mme la Présidente :

Ok, on est 22, il faut 23 pour avoir un quorum. C'est lamentable. C'est vraiment lamentable. On va faire une interruption de séance de deux minutes.

On reprend, asseyez-vous, s'il vous plaît! Nous sommes 22 sur 45, ce qui est juste en dessous du nombre requis pour pouvoir délibérer. Et, malheureusement, constatons que l'opposition qui nous a mis dans la circonstance de travailler un jour qui n'est pas le jour classique du conseil, puisque c'est eux qui nous ont bousculé la semaine passée en imposant un autre ordre du jour, que l'ordre du jour des affaires ordinaires de la commune, nous met de nouveau dans l'embarras et, malheureusement, les quelques malades nous causent la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

En tout état de cause, la secrétaire communale va reconvoquer et nous serons lundi prochain dans cette salle, à nouveau. C'est bien désolant, j'en suis d'accord mais c'est-à-dire que chaque jour qui passe nous fait perdre des possibilités en ce qui concerne nos marchés de services et nos choix pour la DIDU, c'est surtout la DIDU qui est en grande difficulté avec ça, et je propose que nous ne perdions pas un jour. Nous aurons conseil lundi prochain à 18 heures et je vous remercie d'avoir été présent. Merci également à la technique, et je vous invite la semaine prochaine à la même heure. Merci beaucoup.